

SPÉCIAL ÉLECTIONS 2026

Sécurité à Yverdon : une ville qui ferme les yeux, et des habitants qui paient le prix

Lausanne et Bâle devant, Yverdon juste derrière : pour une ville de cette taille, c'est un signal d'alarme majeur. La question n'est plus "le ressenti" : ce sont des faits, et ils exigent une réponse immédiate. **P1**

Yverdon Demain un Nouveau mouvement

Pour faire bouger les choses Roland Villard a créé ce mouvement. Il présente une liste à la Municipalité avec 2 candidats Roland Villard et Ruben Ramchurn NO 2 et une liste au Conseil communal de 26 candidats, liste No 5. **P13**

Site internet : www.yverdon-demain.ch

Centre-ville en crise P 4

« Yverdon : le petit théâtre des partis doit s'arrêter »

Deals discrets, compromis opaques, postes préservés : la politique locale a trop souvent servi les appareils plutôt que la population. Fin de l'entre-soi : place à une gouvernance claire, citoyenne et responsable. **P 4**

Yverdon prend l'eau : qui a laissé filer les finances ? P 1

Fermer Zone bleue P 2

Yverdon prend l'eau : qui a laissé filer les finances ?

Budgets qui gonflent, projets vitrine, charges qui s'empilent : la ville se fragilise et la facture revient aux ménages. À la barre, Pierre Dessemontet a-t-il tenu le cap... ou laissé le navire dériver ?



Il y a des mots qu'il faut oser dire : Yverdon prend l'eau.

Pas à cause d'une fatalité mondiale, ni d'un "tsunami" économique tombé du ciel. Non. Si la barque tangué, c'est d'abord à cause de choix politiques faits ici, chez nous.

Et le premier responsable porte un nom : le syndic, le capitaine du navire, M. Pierre Dessemontet.

Un capitaine a un devoir : protéger les finances, tenir le cap, anticiper les risques, refuser les dépenses inutiles, garder l'équilibre. Or, ces dernières années, la Ville a donné l'impression de naviguer sans boussole : budgets toujours plus lourds, marges de manœuvre qui se réduisent, signaux d'alarme minimisés.

Sous la majorité de gauche conduite par Pierre Dessemontet, les charges ont grossi, les engagements se sont empilés, les projets "vitrine" se sont multipliés, et l'addition retombe toujours sur les mêmes : les ménages et les acteurs économiques.

Vous désirez aider Yverdon-Demain, vous pouvez faire un don par Twint en scannant le QR code



12,5 agressions pour 1'000 habitants : Yverdon décroche le podium de la violence

Lausanne et Bâle devant, Yverdon juste derrière : pour une ville de cette taille, c'est un signal d'alarme majeur. La question n'est plus "le ressenti" : ce sont des faits, et ils exigent une réponse immédiate.

Il y a des chiffres qui claquent comme des gifles. Selon des données de l'OFS.

Yverdon-les-Bains figure aujourd'hui sur le podium des villes les plus violentes du pays : 12,5 agressions pour 1'000 habitants. Devant nous, Lausanne et Bâle. Derrière, Genève, Zurich, Berne... des villes plus grandes, plus exposées. Comment en est-on arrivé là ?

La réponse tient en un mot : l'inaction. L'inaction d'une Municipalité qui préfère l'idéologie à la protection. L'inaction d'un responsable de la sécurité qui répète que "tout est sous contrôle" pendant que les habitants s'adaptent : commerçants qui ferment plus tôt, femmes

qui évitent la gare le soir, riverains qui signalent les dealers sur les places, parents qui parlent de rackets. Et quand on alerte, on nous sert "ressenti", "perception", "réalité complexe". Non : quand les chiffres confirment ce que chacun voit, subit et ressent, il n'y a plus d'excuse.

Pendant qu'on finance des gadgets hors-sol - totems végétaux, aménagements mal pensés, communication soignée - la mission numéro une est abandonnée : garantir la tranquillité publique. Une ville n'est pas un laboratoire d'idées : c'est un lieu de vie. Et la peur n'a pas sa place chez nous.

Il faut changer de cap, maintenant, pas dans quatre ans. Police et agents sur le terrain, coordination ferme, sanctions rapides, présence visible aux heures et lieux sensibles. Une révolution sécuritaire, pas des discours. Une tolérance zéro, pas une complaisance idéologique. Pas demain. Maintenant.

Ce que montrent ces chiffres, c'est l'échec de l'équipe en place. La population a besoin de protection, les familles d'écoute, les commerces d'un centre-ville sûr. À nous, citoyens, de décider : continuer à subir... ou reprendre notre ville en main.



Fermer Zone Bleue : le courage politique, maintenant

Le débat est légitime : réduire l'offre, fixer des conditions strictes, refuser l'effet d'aspiration. L'objectif doit être la sortie de l'addiction, pas l'installation durable d'une scène qui étouffe le centre-ville.

Il y a un malaise profond à Yverdon. Un malaise que beaucoup ressentent - et que la Municipalité minimise. La sécurité se dégrade, les incivilités se banalisent, le centre-ville change de visage... et pas dans le bon sens.

Le problème est simple : on a rendu la ville plus confortable pour les dealers et la consommation de drogue, mais plus difficile pour les familles et les commerces. Trop de monde n'ose plus le dire. Alors on le dit.

ZONE BLEUE : une erreur stratégique qui plombe l'attractivité. L'intention était peut-être louable. Mais sur le terrain, Zone Bleue est devenue un aimant à problèmes :

- distribution de matériel de consommation,
- accompagnement social perçu comme sans exigences claires,
- afflux de consommateurs venus d'ailleurs,
- riverains et commerçants à bout,
- image dégradée de notre ville.

Soyons honnêtes : quel touriste, quel investisseur, quel entrepreneur veut d'un centre-ville où la scène de rue prend le dessus ? Pendant qu'on multiplie les mesures "douces", les trafiquants comprennent

le message : à Yverdon, le risque est faible. Et la Municipalité ? Beaucoup entendent des mots, des explications... mais peu d'actions visibles.

M. Weiler (PLR), en charge de la sécurité, répète que la situation est "sous contrôle". Sous contrôle ? Alors pourquoi tant d'habitants évitent certaines zones ? Pourquoi tant de commerçants parlent de pertes ? Et quand des citoyens se mobilisent, ils ont parfois le sentiment d'être freinés pendant que les fauteurs de troubles occupent l'espace. Il est temps de regarder la réalité en face : Zone Bleue attire-t-elle plus de problèmes que de solutions ? Renforce-t-elle le trafic au lieu de l'affaiblir ? Le débat est légitime : faut-il fermer Zone Bleue ? Ou au minimum réduire fortement l'offre, revoir le concept, fixer des conditions, et refuser d'être le "pôle régional" du crack ?

Une ville a le devoir de protéger ses habitants, pas d'être le point de chute des problèmes des autres communes. Nous devons avoir le courage de fermer zone bleue et de repenser la politique de la drogue. Nous devons mener une politique pour libérer les toxicomanes et non les laisser dans l'esclavage.



**MOUVEMENT CITOYEN
LIBRE ET INDÉPENDANT**

**VOTEZ LA LISTE NO 5
AU CONSEIL COMMUNAL**



SÉCURITÉ



ÉCOLOGIE PRAGMATIQUE



FINANCES SAINES



DÉMOCRATIE CITOYENNE

Accès compliqué, commerces pénalisés : le sabotage du centre-ville

Suppression de places, tarification punitive, plans illogiques, détours interminables : tout converge vers un même résultat. En rendant l'accès plus difficile, on affaiblit l'économie locale et on vide le cœur de la ville.



Il y a des décisions politiques qui relèvent de l'idéologie pure : coupées du terrain, du réel, des besoins quotidiens. À Yverdon, la mobilité est devenue l'exemple le plus frappant de cette dérive. Ce que vivent les habitants aujourd'hui est simple : Toujours plus de bouchons, moins de fluidité, stress, et un centre-ville de moins en moins accessible. Et non, ce n'est pas un "malheureux concours de circonstances". C'est le résultat d'une politique assumée, pensée mais totalement déconnectée.

La gare : du cœur de ville au goulot d'étranglement. Une gare, c'est un point névralgique : on doit pouvoir déposer quelqu'un, récupérer un proche, accéder facilement, circuler sans absurdités. À Yverdon, on a fait l'inverse : fermeture du trafic, détours imposés, circulation concentrée

sur quelques axes. Résultats : embouteillages matin et soir, usagers exaspérés, commerces pénalisés, et accessibilité compliquée pour les personnes âgées ou à mobilité réduite. On appelle ça une "vision". Sur le terrain, c'est une galère organisée. Zones 20 km/h : l'imposition au lieu de la concertation

Ailleurs, on consulte, on mesure les effets, on corrige. Ici, on impose. Des zones 20 km/h apparaissent parfois là où le danger n'est pas avéré, sur des axes utiles, avec une réduction de capacité qui ralentit tout le monde : habitants, artisans, livraisons, services d'urgence. Le message est clair : l'automobiliste n'est plus un citoyen à servir, c'est un problème à punir. Suppression de voies : des bouchons créés volontairement. Une voie en moins, un rétrécissement, une chicane : partout, la circulation est entravée.

Et ce n'est pas neutre. Le but n'est plus d'organiser la mobilité, mais de la décourager : plus de bouchons, moins de voitures, victoire idéologique. Sauf que dans la vraie vie, la mobilité est une nécessité : travail, école, santé, commerces, artisans, familles. On ne vit pas en théorie. Entraver l'accès, c'est étouffer le centre-ville. Suppression de places, tarification punitive, plans illogiques, détours interminables : si la Municipalité voulait rendre l'accès au centre plus difficile, elle ne s'y prendrait pas autrement. Pendant que d'autres villes facilitent l'entrée pour sauver leurs commerces, Yverdon fait l'inverse. Ce n'est pas de l'écologie : c'est du sabotage économique. Yverdon a besoin de bon sens : fluidité, accessibilité, solutions réalistes, pas d'expériences idéologiques sur le dos des habitants.

Yverdon : le petit théâtre des partis doit s'arrêter

Deals discrets, compromis opaques, postes préservés : la politique locale a trop souvent servi les appareils plutôt que la population. Fin de l'entre-soi : place à une gouvernance claire, citoyenne et responsable.

Depuis trop longtemps, la politique à Yverdon ressemble à un petit théâtre fermé : les mêmes partis, les mêmes visages, les mêmes scènes rejouées. On s'oppose devant les caméras... puis on se retrouve en coulisses pour préserver le système, les postes et les habitudes. Et au final, qui paie ?

Les habitants. Les contribuables qu'on oublie. Les commerçants qu'on sacrifie. Les familles qu'on méprise.

Cette politique des couloirs - deals discrets, votes arrangés, compromis opaques n'est plus tenable. Elle a rongé la confiance, étouffé le débat et bloqué l'avenir.

Pendant que certains négocient leurs équilibres, les impôts montent, les finances se dégradent, la ville s'enlaidit, l'insécurité progresse, et les

citoyens trinquent.

Il faut le dire clairement : les partis traditionnels ont échoué. Trop souvent, l'étiquette a compté plus que le bon sens. Le drapeau plus que la ville. La carrière plus que l'intérêt commun. Yverdon ne peut plus avancer dans cette guerre stérile "gauche contre droite" qui occupe tout l'espace et ne règle rien.

Ce système produit des budgets bancals, des projets idéologiques, des décisions incompréhensibles — et un fossé qui se creuse entre le peuple et ses élus.

Il est temps d'en sortir. De dépoussiérer la politique locale. De remettre la ville au centre. Parce qu'une vérité simple s'impose : ce ne sont pas les partis qui doivent gouverner, ce sont les habitants. Pas les appareils. Pas les clans. Pas

les professionnels de la combine. Mais ceux qui vivent ici, travaillent ici, paient ici, élèvent leurs enfants ici.

Ce que je propose : une nouvelle manière de faire. Un mouvement citoyen, libre, clair, sans étiquettes et sans calculs partisans. Une union au-dessus des blocs pour faire passer Yverdon avant les querelles. Une union pour rendre la parole à ceux qu'on n'écoute plus.

Fin des arrangements. Fin de la politique des copains. Fin de l'entre-soi.

Place à la clarté, au courage, au bon sens. Place au peuple.

Yverdon n'a pas besoin d'un énième compromis. Yverdon a besoin d'un sursaut et ce sursaut sera citoyen... ou ne sera pas.

Centre-ville en crise : la Municipalité laisse mourir le commerce local

Vitrines qui se vident, enseignes qui ferment, rues qui se désertent : le cœur d'Yverdon s'éteint. Entre stationnement punitif, accès compliqué et décisions déconnectées, la ville étouffe ceux qui la font vivre.

Yverdon était une ville commerçante, vivante, accueillante.

Aujourd'hui, les vitrines se vident, les enseignes ferment, les rues se désertent. Le centre-ville meurt à petit feu et la Municipalité regarde ailleurs.

Les causes sont connues : électricité trop chère, fiscalité étouffante, concurrence du commerce en ligne. Mais à cela s'ajoute le pire : une politique locale qui complique tout. Stationnement punitif, accès rendu difficile, places supprimées, restrictions absurdes, normes et paperasse qui découragent.

On "réinvente" les rues... et on oublie ceux qui y travaillent. Ce que les commerçants reprochent le plus, c'est l'indifférence. Une Municipalité qui ne connaît ni leurs marges, ni leurs contraintes,

ni la réalité d'une caisse à la fin du mois. Résultat : les clients vont ailleurs ou commandent en ligne et le cœur d'Yverdon se vide.

Le commerce local n'a pas besoin de slogans. Il a besoin d'air.

Où est la stratégie économique ?

Où est le soutien concret ? Où est le courage politique ?

Sans centre-ville vivant, une ville se dégrade : sécurité, propreté, attractivité, cohésion sociale. Tout est lié. Et ce centre ne mourra pas d'un coup : il mourra d'une succession de "petites décisions"... toujours dans le mauvais sens. Yverdon devient une ville-musée vide.

Elle mérite un centre vivant, accessible, sûr et populaire où l'on vient acheter, flâner, se rencontrer. Pas un centre qu'on traverse... en fuyant.



Rue des Moulins : 9 millions pour tout changer ?

Entre coût annoncé, financement incertain et baisse du stationnement, la requalification ne convainc pas. Les riverains demandent une approche pragmatique : revêtement, trottoirs, éclairage, sécurité et réseaux si nécessaire.

La Municipale Brenda Tuosto présente la requalification de la rue des Moulins comme un projet phare de la législature de gauche : « redonner de la place à la nature », favoriser la mobilité douce, repenser l'espace public. Sur le papier, c'est séduisant. Sur le terrain, c'est un projet coûteux, conflictuel et peu aligné avec les besoins des riverains.

Le Conseil communal a déjà accordé 750'000 francs pour les études. Et le chantier complet est estimé à près de 9 millions. Or, la Confédération aurait refusé la subvention espérée, ce qui rend l'addition encore plus lourde pour la Ville. Tout cela pour transformer une rue qui fonctionne,

alors que l'essentiel est ailleurs : une réfection de base.

Le projet prévoit une zone 30, une chaussée redessinée, une large piste mixte piétons-vélos (4,5 m), et de nouveaux aménagements. Conséquence directe : une forte baisse du stationnement (environ 95 places aujourd'hui contre une trentaine demain) et des contraintes supplémentaires pour les habitants, les visiteurs et les commerces.

Comme beaucoup, j'ai fait opposition. Et je ne suis pas un cas isolé : une dizaine d'oppositions ont été déposées, signe d'un malaise réel. La Municipalité affirme avoir consulté le quartier ; pourtant, de nombreux riverains disent n'avoir

jamais été contactés directement. Les échanges ont surtout transité par l'association « Rue des Moulins », que plusieurs habitants décrivent comme un relais du Parti socialiste et composée aussi de nombreuses personnes qui n'habitent pas la rue, ce qui ne peut pas remplacer une consultation directe des habitants.

Ils demandent une chose simple : garder la rue telle qu'elle est, corriger les points noirs (revêtement, trottoirs, éclairage, sécurité) et renouveler les réseaux si nécessaire. On peut améliorer la qualité de vie sans tout bouleverser. La priorité, c'est l'entretien, pas une transformation à plusieurs millions.

Gare-Lac : 39 millions pour déplacer des services... et vous faire payer

4,8 millions pour les études, près de 39 millions annoncés pour le projet : à ce niveau, le moindre dépassement se répercute sur les impôts et sur les priorités (écoles, routes, sécurité). Yverdon ne peut pas signer un chèque en blanc.

Dans le grand chantier Gare-Lac, on nous propose aussi de regrouper, aux Isles, des services de la Ville et le dépôt de CarPostal sur un même site. Présenté comme une solution « moderne » et « rationnelle », ce déplacement cache surtout un choix politique coûteux et risqué.

D'abord, l'échelle financière interroge : on parle d'un projet proche de 39 millions de francs, alors qu'on nous demande déjà près de 4,8 millions rien que pour les études. À ce stade, beaucoup de points restent ouverts, et l'expérience montre que ce type d'opération finit souvent par coûter plus cher que prévu. Chaque dépassement se paie cash : par nos impôts et par des renoncements ailleurs (entretien des routes, écoles, sécurité, équipements de quartier). Ajoutons les incertitudes administratives et foncières : elles peuvent allonger le calendrier et gonfler la facture.

Ensuite, le fonctionnement quotidien est loin d'être évident. Mettre sur une parcelle limitée

des activités très différentes, dont une flotte de bus et des véhicules lourds, crée des contraintes logistiques permanentes : manœuvres, accès, flux, sécurité, horaires étendus. On nous promet des « mesures », mais aucune étude ne peut garantir l'absence d'impact sur la qualité de vie.

Car ce projet ne vit pas dans un tableau Excel : il a un prix humain. Les quartiers de la rue des Moulins et de Graveline risquent de subir davantage de trafic, de bruit et de pollution, avec une pression accrue sur des axes déjà sensibles. Et pendant qu'on finance des bâtiments et des plateformes logistiques, on repousse les besoins simples et urgents de la population.

En clair : Gare-Lac ne doit pas devenir un chèque en blanc. Ce projet est un aspirateur à fric de la population et il est dangereux pour les finances de notre ville. Il doit être abandonné maintenant, et nous nous y engageons.



Subventions culturelles : qui décide, qui contrôle, qui profite ?

À Yverdon, la politique culturelle donne l'impression d'un système fermé : peu de remises en question, peu d'exigences, et une culture populaire reléguée. Il faut des critères publics, un audit indépendant et une répartition plus juste.

À Yverdon, la culture devrait être un espace ouvert, vivant, populaire, accessible. Or, depuis des années, un sentiment grandit : les subventions profitent toujours aux mêmes cercles, aux mêmes réseaux, aux mêmes habitués. Une culture verrouillée, tournée vers l'entre-soi, parfois déconnectée du public réel : les habitants d'Yverdon.

Pendant que des associations et des artistes locaux se battent pour obtenir quelques francs, certaines structures bénéficient d'un soutien quasi automatique, année après année. Et trop souvent, les mêmes scénarios se répètent : des comptes dans le rouge, des déficits qui s'accumulent, puis... on recouvre, on remet au pot, on continue. Toujours pour les mêmes.

Personne ne remet en cause l'intérêt culturel de certains événements. Mais il faut avoir le courage de dire les choses. L'Amalgame affiche des déficits chroniques depuis des années. Le Castrum voit son budget déraiper régulièrement.

Malgré cela, les subventions continuent de tomber, sans remise en question sérieuse, sans audit indépendant, sans exigences claires, sans contrôle à la hauteur des montants engagés. Dans n'importe quel autre domaine de la ville, une telle accumulation de pertes déclencherait un débat. Dans la culture, trop souvent, on signe, on valide, on approuve.

Le problème est aussi politique. Depuis trop longtemps, la politique culturelle part du haut et oublie le terrain. On finance davantage les projets théoriques, les initiatives confidentielles, les performances pour initiés, les milieux structurés et proches du pouvoir municipal, pendant que la culture simple, familiale, locale et populaire est reléguée au second plan. Les artistes du coin, les jeunes, les clubs, les fêtes de quartier, les traditions, les événements qui rassemblent vraiment peinent à trouver leur place.

La culture ne doit pas être une tour d'ivoire. Elle ne doit pas devenir un outil de réseau ou

d'idéologie. Elle doit appartenir à ceux qui la vivent : les habitants. Or la ligne menée ces dernières années sous la direction politique actuelle, notamment sous Mme Carmen Tanner, donne l'impression d'une vision orientée, élitiste, parfois coupée de l'identité de la ville. Beaucoup d'Yverdonnois ne s'y reconnaissent pas.

Les habitants veulent une culture vivante, ouverte, diversifiée, accessible, présente dans les quartiers, qui rassemble plutôt qu'elle ne divise. Pas une culture en vase clos, entre amis, validée par toujours les mêmes.

La culture d'Yverdon n'a pas besoin d'un petit ajustement. Elle a besoin d'un grand coup de balai. Il est temps de sortir du système fermé et de redonner la culture à ceux à qui elle appartient : les habitants de cette ville. Il est temps de nous questionner sur le financement de certaines manifestations et associations, et pourquoi pas de fermer totalement le robinet.

Des slogans, pas d'arbres

Abattages contestés, plantations trop lentes, fraîcheur qui recule : la vraie écologie, c'est protéger et planter des arbres utiles, en nombre, au bon endroit. Pas remplacer l'ombre par des gadgets décoratifs.

À entendre la Municipalité, Yverdon serait un modèle écologique : "ville verte", "engagée", "visionnaire". On nous parle de transition, de durabilité, de climat, de biodiversité. Mais quand on regarde la réalité, la seule transition vraiment visible, c'est celle vers davantage de contraintes, une circulation plus bloquée... et trop souvent moins d'arbres là où il en faudrait.

Pendant que les habitants paient plus cher l'électricité, les déplacements et, au final, la facture publique, la Municipalité investit dans des projets surtout symboliques, bons pour la communication, beaucoup moins pour le climat. L'écologie devient une vitrine : on annonce, on affiche, on se félicite... mais sur le terrain, les quartiers continuent de suffoquer l'été, l'ombre manque, les espaces verts reculent avec la densification, et le béton gagne.

On parle de nature, mais on coupe ou on oublie de planter. Des abattages d'arbres matures, parfois très contestés par les riverains, font régulièrement polémique : près de la station d'épuration, à la rue des Moulins, et ailleurs. Les habitants voient disparaître des arbres qui donnaient de l'ombre et de la fraîcheur, pendant qu'on leur propose

des aménagements "artistiques" ou décoratifs. La vraie écologie, c'est planter et protéger des arbres utiles, au bon endroit, en nombre, rapidement. Pas multiplier les objets d'image et les maquettes séduisantes.

Et que dire de la mobilité ? Une politique écologique devrait réduire le CO2 et la pollution, pas allonger les trajets. Or entre fermetures mal comprises, zones 20 km/h imposées sans logique claire, suppressions de voies, plans de circulation confus et pistes cyclables parfois dangereuses, on obtient souvent l'inverse : plus de bouchons, plus de moteurs au ralenti, plus de stress... donc plus d'émissions. Puis on nous explique que "les comportements évoluent". Non : on a surtout créé du chaos.

Enfin, l'écologie punitive casse l'adhésion. À force d'imposer, de taxer, de compliquer la vie des travailleurs et de mépriser le terrain, on ne construit pas une ville plus verte : on construit une ville en colère. Yverdon mérite mieux qu'une écologie de slogans. Elle mérite une écologie de résultats. Yverdon mérite une écologie efficace, populaire, concrète — pas une écologie bureaucratique et punitive.



Yverdon dépense, vous payez

Des charges qui s'empilent, des projets qui gonflent, des déficits qui reviennent. Il faut une politique de bon sens : moins de dépenses inutiles, plus de contrôle, plus de transparence.

Il y a quelques années, lorsque je présidais la Commission des finances, j'ai tiré la sonnette d'alarme : attention, les dépenses s'emballent, ça finira mal. Aujourd'hui, les faits parlent d'eux-mêmes.

Yverdon dépense trop, trop vite, et trop souvent sans résultats. La ville agit comme si elle était riche : l'administration grossit, les projets s'accroissent, les charges deviennent permanentes... et les déficits s'enchaînent. Et pendant ce temps,

qui paie ? Vous. Les habitants, les commerçants, les familles.

Le plus choquant, c'est que malgré cette avalanche de millions, la vie ne s'améliore pas. On dépense plus, mais on ne vit pas mieux.

Pendant que les Yverdonnois doivent compter chaque franc, la Municipalité continue d'embaucher, de lancer des projets gadgets et d'annoncer des montants vertigineux pour des idées souvent secondaires. Ce n'est pas de la gestion : c'est

une fuite en avant.

Une ville responsable doit faire l'inverse : prioriser, économiser, mesurer, rendre des comptes. Yverdon n'a pas besoin de nouvelles dépenses. Yverdon a besoin de bon sens - et d'une Municipalité qui respecte enfin l'argent des contribuables. Pour la gauche, prendre l'argent des citoyens est un art où ils sont passés maîtres.

Roland Villard

Eau froide, coûts qui dérapent : le malaise Y-CAD

Sur les réseaux, les témoignages s'accumulent : inconfort, chauffage insuffisant, charges en hausse. Avant de vendre un système comme une évidence, une question s'impose : est-ce que ça marche vraiment pour les gens ? Témoignage de Raluca qui a vécu cela en Roumanie socialiste.

La rumeur enfle sur les réseaux sociaux. Certaines personnes se plaignent du froid dans leur appartement et de l'explosion des coûts de chauffage depuis le raccordement au chauffage central à distance. Petit tour des ratés en Suisse romande.

En Suisse romande (et proche), plusieurs projets de chauffage à distance ont été stoppés ou ont déçu. À Founex, un CAD-bois lancé vers 2014 a été abandonné en 2017, la complexité et la facture ayant explosé. À La Neuveville, le préprojet a été rejeté, jugé trop lourd. À Crans-Montana, une centrale à plaquettes a été retirée puis repensée autrement. À Epalinges/Lausanne, une extension a été abandonnée, du côté d'Epalinges après oppositions et Lausanne poursuivant différemment. Ailleurs, des réseaux ont peiné : à Givrins, pas assez de raccordements pour atteindre le "régime de croisière"; à Morges (Marcelin), dysfonctionnements et pertes ont mené à la faillite de l'exploitant; à Genève, la contestation a surtout été tarifaire, avec accusations de surfacturation. Même piège, souvent : coûts sous-estimés, base de clients insuffisante, procédures qui traînent, risques techniques... et, au final, ce sont les habitants qui paient.

C'est là qu'il faut écouter ceux qui subissent quand "le système" ne tient pas ses promesses. Raluca, 10 ans, en Roumanie, raconte l'hiver dans un immeuble glacé. Le matin, elle voit des fleurs de glace sur la fenêtre. C'est joli, mais elle tremble. Son père apporte un radiateur

électrique près du lit, juste assez pour oser se lever. Ses parents réchauffent même ses vêtements devant l'appareil, sinon enfiler des habits froids est un supplice. Se brosser les dents devient un combat : l'eau est si froide qu'elle fait mal, alors on attend parfois qu'on chauffe un peu... et on se fait gronder parce qu'on est en retard.

Le dimanche, l'eau chaude est "une amie rare". Dix étages, quatre appartements par étage : on ouvre le robinet, on attend, on espère. L'eau arrive tiède, "étourdie", puis disparaît. Raluca a encore du shampoing sur la tête quand la chaleur s'en va. Sa mère revient avec une casserole d'eau chauffée à la cuisine. Et Raluca parle aussi des piqûres contre le rhumatisme à cause du froid.

Pourquoi raconter ça, ici, maintenant, dans un débat sur des réseaux, des centrales, des raccordements ? Parce que derrière chaque système "moderne", il y a une question simple : est-ce que ça fonctionne, vraiment, pour les gens ? Est-ce que c'est maîtrisé, transparent, robuste, contrôlable... ou est-ce que ça devient une machine à coûts, à retards, à dépendances, où l'utilisateur n'a plus que ses yeux pour pleurer — et une casserole sur la cuisinière pour se laver ? Un service de chaleur, ce n'est pas un slogan. C'est un besoin vital. Et avant de signer des millions sur la base de promesses, il faut penser à la seule chose qui compte : que, le matin, un enfant n'ait pas besoin d'un radiateur de fortune pour oser sortir de son lit.



Fiscalité étouffante : la gauche fait annuler un vote qui ne lui plaît pas

Une majorité vote un allègement fiscal bienvenu. La gauche annule la décision et refait le match. La démocratie en PLS.

À Yverdon-les-Bains, la fiscalité n'est plus seulement lourde : elle est devenue étouffante. Au moment où les ménages encaissent la hausse des primes, de l'électricité, des loyers et des taxes, la Municipalité refuse obstinément de desserrer l'étau. Et quand une majorité du Conseil communal se prononce pour un allègement fiscal, la gauche violette-rouge fait tout ce qu'elle peut pour neutraliser le résultat.

Nous ne sommes plus seulement face à un problème de finances. Nous sommes face à un problème démocratique.

Lors du dernier débat sur le point d'impôt, j'ai proposé de ramener le taux d'imposition de 75 % à 70 %, soit une baisse de cinq points. Une mesure raisonnable, cohérente, alignée sur la réalité : des familles qui peinent à joindre les deux bouts, des commerçants à bout de souffle, des entrepreneurs découragés, des retraités dont le pouvoir d'achat s'effrite. Une partie déterminée de la droite conservatrice, populaire et nationale m'a

soutenu. Le PLR, plus prudent, défendait une baisse d'un seul point. Malgré des différences de dosage, une majorité claire s'est dégagée pour réduire le taux. Une majorité légitime. Un vote valable. Un signal net.

Et pourtant, au lieu d'accepter la décision, le Parti socialiste a contesté le résultat. Son co-chef de groupe, Stéphane Balet, a exigé un nouveau débat au nom d'un prétendu "rééquilibrage". Soyons sérieux : ce n'était pas un rééquilibrage, c'était une tentative de renverser une décision démocratique parce qu'elle ne convenait pas à la gauche. Chercher un second vote, non par souci de débat, mais par refus du verdict. Ce n'est pas ainsi qu'on respecte les institutions. Dans cette logique, quand la gauche gagne, tout va bien ; quand elle perd, on recommence.

Le message envoyé aux contribuables est glaçant : peu important vos factures et vos difficultés, la priorité reste de préserver un niveau de dépenses. Pourquoi ce refus de baisser les impôts ? Parce qu'il faut financer

une machine administrative devenue trop lourde, maintenir des créations de postes, couvrir des projets idéologiques, et éviter d'avoir à dire non. Pendant ce temps, les entreprises hésitent à s'installer, les commerces ferment, les indépendants s'épuisent, et les familles serrent les dents.

Il existe une autre voie : une fiscalité plus humaine, progressive et responsable, appuyée sur une discipline budgétaire réelle, l'arrêt des dépenses inutiles et un recentrage sur les priorités concrètes — sécurité, économie locale, services essentiels. Une ville prospère ne se construit pas en pressant toujours davantage ceux qui travaillent, mais en leur redonnant de l'air et de la confiance.

Ce qui s'est passé lors de ce vote n'était pas un détail de procédure : c'était un révélateur. Les impôts ne sont pas l'argent de la Municipalité. Ils sont l'argent des citoyens. Et nous continuerons de le rappeler, sans trembler.

Factures d'électricité en hausse : qui protège encore les ménages à Yverdon ?

Retraités modestes, familles, indépendants, PME : l'augmentation pèse sur ceux qui n'ont pas de marge. Et quand un service public devient une source d'angoisse, la question n'est plus technique : elle est politique.

À Yverdon-les-Bains, l'électricité fait partie des factures qui font mal. Très mal. Et ce n'est pas une fatalité technique tombée du ciel : c'est le résultat de choix politiques. Pendant que la Municipalité se félicite de stratégies "durables" et de plans "visionnaires", ce sont les habitants qui paient — concrètement, chaque mois. Des centaines de francs par an pour des ménages, des milliers pour des PME, un poids énorme pour les commerces et les artisans. Dans une ville où les familles encaissent déjà la hausse des primes maladie, des loyers, des taxes communales et du coût de la vie, voir l'électricité grimper n'a rien d'anodin. C'est une pression de plus, une charge de trop. Et quand on parle de service public, la première question devrait être simple : protège-

t-on la population... ou l'écrase-t-on ?

Sous couvert d'écologie, la politique énergétique est devenue un terrain idéologique plutôt qu'un outil au service des Yverdonnois. Des investissements coûteux, des priorités discutables, et trop peu de réflexes pour amortir le choc sur les ménages. La gauche adore parler de "transition juste". Mais où est la justice quand un retraité doit choisir entre se chauffer correctement ou réduire ses dépenses essentielles ? Où est la justice quand un commerçant voit sa marge fondre parce que sa vitrine coûte trop cher à éclairer ? Où est la justice quand une famille renonce à des activités parce que la facture prend 40 francs de plus par mois ?

Ce n'est pas une politique sociale. C'est une

politique anti-sociale. Car quand l'électricité augmente, ce ne sont ni les élus ni la Municipalité qui trinquent : ce sont les familles de la classe moyenne, les retraités modestes, les indépendants, les artisans, les petites entreprises.

Il faut changer d'approche. Mettre la protection des ménages au premier plan, freiner les hausses, mutualiser intelligemment les coûts, privilégier des investissements utiles et stables, et renoncer aux projets "d'image" qui ne soulagent personne. Une transition qui appauvrit les familles n'en est pas une. La première des politiques sociales, c'est de ne pas mettre les gens à genoux.



**Yverdon : Ma Ville,
Mon Avis.**
Plateforme participative & citoyenne



Reprendre la rue : Yverdon doit redevenir sûre

Une ville vivable ne tolère pas des zones abandonnées au deal et à la nuisance. Il faut un sursaut : présence, action, coordination, résultats, pas des discours.

Tout le monde le voit, tout le monde le vit, tout le monde le dit. À Yverdon, l'insécurité explose. Les agressions augmentent, les incivilités deviennent quotidiennes, et des dealers s'installent comme si certaines zones leur appartenaient. Les habitants se sentent abandonnés. Tout le monde le sait... sauf la Municipalité.

Les phrases reviennent partout : « Je n'ose plus passer à la gare le soir. » « Je fais un détour pour

éviter certaines rues. » « On se fait insulter pour un rien. » « Les dealers sont là du matin au soir. » « La police arrive trop tard, ou pas du tout. » Ce n'est pas un "ressenti". C'est un constat.

La gare est devenue un point noir : deal visible, tensions, menaces, rixes, attroupements, toxicomanie laissée à elle-même. Le centre-ville suit la même pente : nuisances, insécurité, commerces qui baissent le rideau, climat de peur. Une ville

qui devrait protéger ses habitants les laisse se débrouiller seuls. Et ça, ce n'est plus acceptable. L'insécurité n'est pas un fantasme. Elle n'est pas une "perception". Elle n'est pas un ressenti.

C'est un échec municipal. Un échec qui coûte cher en termes d'image, de commerce, de confiance et de qualité de vie. Yverdon ne doit plus être une ville où l'on a peur de sortir. Yverdon doit redevenir, sûre, accueillante, vivable.



20'000 tickets gratuits : aide au commerce ou vitrine électorale ?

L'initiative tombe au bon moment, portée par des municipaux en campagne. La question n'est pas le parking en soi : c'est la cohérence, la transparence... et le respect des citoyens.

Il y a quelques mois, j'ai déposé un postulat simple, concret et populaire : offrir la première heure de parking en ville. L'objectif était clair : soutenir les commerçants, redonner de l'air au centre-ville, rendre Yverdon plus accueillante. La réponse de la Municipalité a été un mur.

Un non sec, catégorique. On m'a expliqué que c'était trop cher, inutile, irresponsable. On a brandi des chiffres, parlé de millions "perdus", répété que ce n'était "pas une priorité". La gauche et la droite municipale ont torpillé l'idée avec enthousiasme, allant jusqu'à la caricaturer comme un cadeau injustifié aux automobilistes, presque une menace pour les finances communales. Et puis, soudain, quelques semaines plus tard, miracle : la Ville lance 20'000 tickets de parking gratuits.

Juste avant les élections. Comme par magie, ce qui était impossible devient possible. Ce qui était "déraisonnable" devient une action "utile". Ce qui était un "cadeau" devient une initiative municipale financée par les contribuables. Plus troublant encore, deux municipaux candidats à leur réélection se retrouvent en première ligne pour promouvoir l'opération : Christian Weiler et Brenda Tuosto. Affiches, photos, annonces, interviews, lancement soigné... L'image est terrible. Et les questions que posent

les habitants sont légitimes : pourquoi refuser un geste quand il vient d'un conseiller communal, puis offrir quelque chose de similaire juste avant un vote ? Pourquoi crier au danger budgétaire hier, et applaudir aujourd'hui ? Pourquoi condamner une idée quand elle ne rapporte rien politiquement, puis s'en attribuer le mérite quand elle sert la vitrine ? Les Yverdonnois ne sont pas naïfs. Les commerçants non plus. Quand j'ai proposé la première heure gratuite, on m'a dit que c'était impossible. Maintenant, à l'approche des urnes, la même logique devient soudain intelligente, moderne, nécessaire. Forcément, beaucoup se sentent pris pour des idiots.

Je le dis simplement : les Yverdonnois méritent du respect, pas des manœuvres. Ma proposition était pensée pour le long terme. Ce qui est fait aujourd'hui ressemble, pour beaucoup, à une opération de communication opportuniste. Je ne juge pas les intentions. Mais je constate les faits... et surtout le calendrier, qui parle de lui-même.

Roland Villard

Une ville sûre, une ville libre : l'engagement de Yverdon Demain

Sans sécurité, pas de centre vivant, pas de commerce, pas de confiance. Nous voulons une présence visible sur le terrain, une gare rassurante et une tolérance zéro face aux nuisances et aux trafics.

Yverdon traverse une période difficile. Personne ne peut le nier : finances fragiles, insécurité qui inquiète, commerces qui souffrent, mobilité chaotique, confiance abîmée entre la population et ses autorités. Mais toute crise porte aussi une opportunité : celle de changer de cap, de repartir sur du solide, de reprendre la ville en main.

Aujourd'hui, un nouvel espoir se lève pour Yverdon. Cet espoir n'est pas un parti, ni un clan, ni une idéologie. Cet espoir, c'est nous : les habitants. Les familles, les travailleurs, les commerçants, les jeunes, les aînés. Tous ceux qui aiment cette ville et refusent de la voir s'enfoncer.

D'abord, la sécurité. Sans sécurité, il n'y a pas de liberté. Sans sécurité, il n'y a pas de commerce, pas de vie sociale, pas de centre-ville qui respire. Notre vision est simple : une présence visible sur le terrain, une gare rassurante, des rues tranquilles, et une tolérance zéro face aux nuisances et aux trafics. Yverdon peut redevenir une ville où l'on marche le soir sans crainte. Ensuite, l'économie locale. Une ville vivante ne se construit pas à coups de restrictions, de taxes et de bureaucratie. Elle se construit en soutenant ceux qui créent de l'activité : entrepreneurs, artisans, commerçants. Nous voulons simplifier, faciliter, rendre le centre-ville accessible et redonner de l'élan au commerce

de proximité. Un centre vivant n'est pas un rêve : c'est un choix politique.

Nous voulons aussi une ville qui protège la classe moyenne. Une politique proche des gens, attentive aux loyers, à l'électricité, aux primes, au coût de la vie. Des services publics efficaces, des finances maîtrisées, des impôts raisonnables. Yverdon ne doit pas devenir trop chère pour ses propres habitants.

Enfin, une écologie utile, concrète, efficace. Moins de gadgets, moins de slogans, plus de résultats. Planter des arbres là où il fait chaud, agir sur l'énergie, améliorer le cadre de vie, sans punir ceux qui travaillent.

Yverdon doit sortir des querelles stériles et de la politique de façade. Nous croyons à une gouvernance transparente, courageuse, libre et proche des citoyens. Une politique qui n'obéit pas aux partis, mais qui écoute enfin la population.

L'espoir n'est pas un slogan. C'est un projet. Nous voulons une ville sûre, prospère, propre, accueillante, responsable, digne et fière. Une ville qui protège ses habitants, encourage les initiatives et avance. Cet espoir existe, il grandit. Et il n'attend qu'une chose : que les Yverdonnois reprennent le contrôle de leur ville. Yverdon mérite mieux. Et ensemble, nous allons y parvenir.

PUBLICITÉ

MD MERGIM DIBRANI

LISTE NO 3

Pour une ville vraiment inclusive !

SCAN ME !

Ensemble, construisons l'avenir d'Yverdon

UNE COMMUNE SOLIDAIRE
RENFORÇONS LES LIENS SOCIAUX ET LA COHÉSION

PROTECTION DES VULNÉRABILITÉS
DÉFENDONS LES DROITS DE TOUS, SANS EXCEPTION

Alliances de circonstance, projets bloqués : pourquoi Yverdon n'avance plus

Séance après séance, les réformes sont repoussées et les bonnes idées enterrées pour préserver des équilibres. Pendant ce temps, les problèmes s'aggravent. Un mouvement libre peut casser cette logique.

À Yverdon, la politique ressemble à un vieux système fermé. Les mêmes partis, les mêmes visages, les mêmes arrangements... et, au final, les mêmes blocages. Qu'ils se disent de gauche ou de droite, les partis traditionnels se sont enfermés dans une logique d'appareil où l'intérêt de la ville passe après l'intérêt du parti. Et ce sont les habitants qui paient la facture.

On le voit séance après séance : les bonnes idées sont enterrées, les réformes courageuses sont repoussées, les projets utiles sont bloqués. Les alliances changent au gré des deals du moment. Quand une proposition vient d'un "mauvais camp", elle est rejetée par réflexe, même si elle est raisonnable et bénéfique. À Yverdon, trop

souvent, on ne juge pas une idée pour ce qu'elle vaut : on la juge selon celui qui la porte. C'est la politique des étiquettes, pas la politique du bon sens.

Pendant ce temps, la réalité frappe : finances fragilisées, impôts trop lourds, insécurité qui inquiète, mobilité chaotique, dépenses incontrôlées, projets incohérents, perte de confiance. Et malgré ce bilan, le système protège la Municipalité, non par conviction, mais pour préserver des équilibres, des sièges, des alliances. Pas pour défendre la population.

Alors le moment est venu de reprendre le contrôle. Les Yverdonnois n'en peuvent plus des décisions prises en coulisses, des votes

arrangés, des compromis mous et des discours creux. Ils veulent de la transparence, des actes, du courage, et une équipe qui travaille pour la ville, pas pour un camp.

Les partis traditionnels ont eu leur chance. Ils l'ont gaspillée. Aujourd'hui, il faut tourner la page. Sortir des clivages stériles, rassembler les citoyens, et bâtir un mouvement libre, populaire et déterminé. Yverdon n'a pas besoin d'un système verrouillé. Yverdon a besoin d'un sursaut. Yverdon a besoin d'un mouvement libre, populaire, déterminé. Pas d'un système verrouillé par des partis qui n'écoutent plus personne.

La soirée où tout a basculé : 60 postes, puis la dérive

La création de postes s'est installée comme une habitude, sans audit sérieux ni priorisation. Pendant que l'organigramme grossit, la bureaucratie s'alourdit et les missions essentielles (sécurité, propreté, commerce, mobilité) reculent.

Il faut se souvenir d'un moment clé de cette législature. Dès le début du mandat, lors d'un Conseil communal interminable de plus de six heures, les forces responsables s'étaient unies pour empêcher la création massive d'environ soixante postes supplémentaires que la Municipalité voulait imposer à la ville. Pendant des heures, nous avons argumenté, démontré, alerté. Nous avons expliqué que cette fuite en avant était dangereuse, financièrement insoutenable, et qu'elle ouvrirait la porte à une dérive administrative impossible à contrôler. Nous avons vu juste. Nous avons averti. Mais la majorité violette-rouge a refusé d'entendre. Elle a voté, imposé, et ouvert les vannes. Cette soirée restera comme l'acte fondateur d'un mandat marqué par l'hypertrophie administrative : un tournant où la Municipalité a appuyé sur l'accélérateur sans jamais regarder le niveau du réservoir.

Depuis ce jour, la machine ne s'est jamais calmée. Année après année, budget après budget, la création de postes est devenue un

réflexe automatique. Un besoin ? On engage. Un projet ? On engage. Une nouvelle idée "participative" ou idéologique ? On engage encore. La Municipalité n'a jamais su dire non. Elle a remplacé la gestion par la croissance, le pilotage par l'empilement, la responsabilité par la facilité.

Résultat : la masse salariale atteint aujourd'hui des niveaux jamais vus à Yverdon-les-Bains. Elle avale une part grandissante du budget et augmente mécaniquement chaque année, rendant toute maîtrise de plus en plus difficile. Plus grave encore, cette multiplication de postes n'a pas été accompagnée d'une réflexion sérieuse sur la productivité, la réorganisation interne, l'efficacité des services, la priorisation des missions ou la pertinence des projets. On n'a pas réformé, on n'a pas rationalisé, on n'a pas modernisé : on a simplement engagé. Toujours plus.

Ce que nous dénonçons il y a trois ans est désormais une évidence. L'administration s'étale, se complexifie, se bureaucratise. La

ville dépense davantage en "gouvernance" qu'en services directs aux habitants, pendant que les processus deviennent plus lourds, plus lents, plus coûteux. Et surtout, trop de ressources sont aspirées par des postes liés à des projets secondaires, alors que les priorités réelles restent en souffrance : sécurité, propreté, vitalité commerciale, mobilité simple, santé financière.

Pendant que la Municipalité recrute, le pouvoir d'achat recule. Pendant que les organigrammes grossissent, les commerçants ferment. Pendant que les finances plongent dans le rouge, on invente de nouvelles fonctions. Il y a un gouffre entre les priorités de la Municipalité et celles des habitants.

Reprenre le contrôle, c'est arrêter l'inflation de postes, auditer l'administration, réaffecter avant d'engager, et geler les recrutements tant que les finances ne sont pas stabilisées. Il est temps de remettre de l'ordre et de gouverner avec courage, pas avec la facilité de l'engagement permanent.

La com' ne remplace pas un bilan : Yverdon mérite la vérité

Un déficit ne devient pas un succès avec un slogan. Une ville sous tension ne redevient pas sûre avec une photo. Les habitants ne demandent pas d'être séduits : ils demandent des résultats et de la transparence.

À Yverdon, il suffit d'ouvrir sa boîte aux lettres, son téléphone ou les réseaux sociaux de la Ville pour le comprendre : la Municipalité passe plus de temps à communiquer qu'à gouverner. Flyers, magazines léchés, newsletters, affiches, slogans, "capsules d'information"... Tout est propre, tout est beau, tout est calibré. On croirait presque que tout va bien.

Mais derrière cette vitrine brillante, la réalité est têtue : rues sales, sécurité en baisse, commerces qui ferment, impôts qui montent, dépenses qui explosent. Plus la ville va mal, plus la Municipalité communique. C'est devenu une règle non dite : quand les résultats manquent, on crie plus fort.

On nous parle d'ambitions, de vision, de climat, de participation, de cohésion, de vivre-ensemble. Très bien. Mais on parle beaucoup

moins des sujets qui fâchent : insécurité record, déficits à répétition, création de postes en cascade, erreurs d'urbanisme, embouteillages fabriqués, politique sociale qui patine, projets hors de prix. La communication municipale ressemble à un magasin bien éclairé... devant une arrière-boutique en difficulté.

Et tout cela n'est pas gratuit. Cette machine à image est financée par les contribuables. On paye pour des campagnes, des brochures luxueuses, des graphismes "tendance", des postures de communication et des slogans dignes d'une agence marketing. À force, une question s'impose : la Municipalité travaille-t-elle pour les citoyens... ou pour sa propre réputation ?

Le problème, c'est aussi le ton : une communication unilatérale, verrouillée, où l'on met en avant ce qui arrange, où l'on célèbre des

symboles, où l'on évite soigneusement le bilan honnête. Jamais une remise en question. Jamais un "nous nous sommes trompés". Jamais un vrai débat sur les échecs.

À la place, on occupe l'espace, on sature, on répète, on maquille.

Les citoyens ne demandent pas des slogans. Ils demandent la vérité. Un déficit ne devient pas un succès parce qu'on l'appelle "transition". Une ville sous tension ne devient pas sûre avec une photo. Un projet raté ne devient pas intelligent avec des mots creux. Les Yverdonnois ne méritent pas d'être séduits : ils méritent d'être respectés.

Il est temps de troquer la propagande pour la clarté. De remplacer la com' par du courage.

Logement à Yverdon : la stratégie de la Municipalité alimente la pénurie

On promet des logements “abordables”, mais on choisit des projets trop lents et trop lourds. Pendant qu’on attend, la pénurie grandit — et les Yverdonnois paient.

Samedi matin, au marché d’Yverdon, je tombe sur un slogan du Parti socialiste yverdonnois : « Des loyers qui ne ruinent pas ! »

J’ai dû relire deux fois. Parce que voir le PS se présenter comme le défenseur des loyers abordables à Yverdon-les-Bains... c’est tout de même assez savoureux.

Car la réalité, c’est que la politique menée par la Municipalité rose-verte-rouge ne réduit pas la pression sur le logement : elle l’alimente. Depuis des années, elle mise presque tout sur le projet Gare-Lac et sur l’idée que la Ville devrait construire elle-même des logements sur ses terrains. Sur le papier, cela semble généreux. Sur le terrain, c’est une stratégie lente, coûteuse et pleine d’angles morts.

Premier problème : le prix et le temps

Déplacer des services communaux pour libérer du foncier va coûter très cher, prendra des années, et générera des nuisances importantes, notamment pour les habitants des Moulins. Et surtout, soyons honnêtes : les logements promis n’arriveront pas demain. Même dans le scénario optimiste, on parle d’un horizon de 20 ans. Or la demande explose déjà aujourd’hui. Avec la pression démographique et migratoire de ces dernières années, la rareté s’accroît, et les loyers montent. On le voit déjà. Attendre deux décennies, c’est laisser le marché s’enflammer.

Deuxième problème : la Commune se rêve promoteur

Ce n’est pas son rôle. Et surtout, elle n’a pas démontré qu’elle en avait les compétences. Quand

une commune se transforme en promoteur immobilier, elle prend des risques, elle ralentit les procédures, elle alourdit la bureaucratie. Et ce ralentissement, au final, se traduit par une seule chose : moins d’offre, donc des loyers plus chers. Alors la vraie question est simple : où construire rapidement des logements nouveaux, en quantité suffisante, pour détendre le marché ?

Le projet Gare-Lac, s’il se fait, ne se fera pas avant 20 à 30 ans. Le projet Coteau-Est est abandonné. Il ne reste pratiquement qu’une option crédible à court terme : la grande parcelle agricole entre Pierre-de-Savoie et le quartier des Isles.

Ce projet a du sens. Le site est idéal : proche de la sortie d’autoroute et de la route de contournement, à côté du centre sportif des Isles, à deux pas d’Y-Parc. On pourrait y créer un quartier de qualité, bien pensé, avec des logements en nombre, et une mixité intelligente y compris en attirant des contribuables qui renforcent les finances de la ville.

Pour avancer, il ne manque pas d’études. Il ne manque pas de slogans. Il manque la volonté politique.

En restant campée sur une approche idéologique et sur des projets à horizon lointain, la Municipalité aggrave la pression sur les loyers et pénalise les Yverdonnois. Si le PS veut vraiment des loyers “qui ne ruinent pas”, qu’il commence par soutenir une politique du logement rapide, réaliste et efficace. Il est temps de mettre un coup d’accélérateur pour les Yverdonnois.



86 propositions, un seul cap : remettre Yverdon sur pied

À l’image de ceux qui, dans l’histoire, ont osé ouvrir le débat face à un système qui déraile, Yverdon Demain lance une Réforme citoyenne - sans étiquette, sans clan, sans idéologie. Réponse aux critiques : 86 propositions concrètes pour une ville sûre, prospère, vivable.

Le 31 octobre 1517, Martin Luther affiche à Wittemberg ses « 95 thèses ». Son geste vise surtout un abus précis : le commerce des indulgences, cette idée qu’on pouvait payer pour “réduire” le purgatoire. À l’origine, Luther ne cherche pas à fonder une nouvelle Église : il veut provoquer un débat et corriger des dérives. Cet acte devient le point de départ de la Réforme, qui bouleversera durablement l’Europe. C’est dans cet esprit ouvrir les yeux, dire

les choses, exiger des corrections - que nous avons lancé Yverdon Demain - la voix du peuple. Nous voulons ouvrir un débat public sur la situation de notre ville et mettre fin aux défaillances que chacun constate.

Notre objectif n’est évidemment pas de refaire l’histoire de l’Europe, mais de remettre de l’ordre chez nous. Une réforme est nécessaire, et elle est urgente. Notre mouvement n’est pas religieux. Il ne s’agit

pas non plus de créer un parti de plus : il s’agit de rassembler celles et ceux qui veulent un changement concret, au-delà des étiquettes. Ni gauche, ni droite : pour les citoyens d’Yverdon.

Et à ceux qui nous réduisent à des contestataires, nous répondons par des faits : 86 propositions pour relever Yverdon et la rendre à nouveau sûre, prospère et agréable à vivre.

Retrouvez nos 86 propositions en scannant le QR code



Votez pour la liste No 5



Dominique



Frédéric



Raluca



Fabien



Branko



Jean Paul



Roland



Ruben



Jazz



Pascal



Mergim



Laurent

mais encore : Sonia, Dominique, Natasa, Cédric, Guy Guy, Bastien, Eléonor, Fabrice, Jean-Christophe, Bryan, Enriko, Emmanuel, Alberto, Dulcelino

ILS SONT YVERDON DEMAIN



Pour ceux qui ont abandonné l'espoir.
Nous allons restaurer l'espoir !

Loyers sous tension: La Municipalité doit agir

Reconnaître une pénurie sévère et repousser des projets structurants sans trajectoire crédible avant 2030, c'est prendre le risque d'aggraver la pression sur les loyers. Le débat doit être posé maintenant, chiffres à l'appui.

La Municipalité de Yverdon-les-Bains reconnaît elle-même une situation de pénurie sévère de logements. Le taux de vacance s'élève à 0,41 % en 2024, bien en dessous du seuil d'équilibre. Elle affirme également vouloir ne pas laisser le marché décider seul, renforcer la mixité sociale et générationnelle, répondre aux besoins des familles, des seniors et des ménages modestes, et activer une politique foncière proactive. Pourtant, dans les faits, plusieurs éléments interrogent. Un quartier planifié comme Les Roseyres — pensé pour accueillir plus de 1'200 habitant-es, avec des logements, un parc public, des équipements et des transports — est repoussé à après 2030. Aucune solution de

substitution équivalente, chiffrée et datée, n'est présentée pour la période 2026–2030. Pendant ce temps, le marché continue à produire ce qu'il sait faire en situation de pénurie : des petits logements chers, exactement ce que la Ville dit vouloir corriger.

La contradiction centrale est là : on reconnaît l'urgence du logement, mais on retire de l'offre planifiée sans compenser. Or, dans un marché à 0,4 % de vacance, moins d'offre signifie mécaniquement plus de pression sur les loyers, avec un impact direct sur les familles et les classes moyennes.

Les conséquences sont connues : sur-occupation des familles, sous-occupation contrainte

des seniors, et éviction progressive des ménages qui font la diversité et la vitalité de la ville.

La vraie question n'est donc pas de savoir s'il faut planifier. Elle est de savoir comment garantir la cohérence entre le diagnostic officiel, les objectifs affichés et les décisions concrètes. Et surtout : où est la trajectoire logement crédible avant 2030 ?

Ce débat mérite d'être posé maintenant, de manière transparente et factuelle. Parce que le logement n'est pas un slogan, mais une réalité quotidienne.

RUBEN RAMCHURN

ROLAND VILLARD

À LA MUNICIPALITÉ

SCAN ME!

Pour ceux qui ont abandonné l'espoir.
Nous allons restaurer l'espoir !

YVERDON DEMAIN
LA VOIX DU PEUPLE

www.yverdon-demain.ch

Retrouves l'Echo d'Yverdon en ligne !

www.lechodyverdon.ch



Comment voter pour le Conseil communal ?



1. PRÉPARE-TOI

Ouvre ton enveloppe d'élection à l'endroit indiqué afin que tu puisses la refermer à la fin.
Trie le matériel.

Tu as reçu :

Le matériel pour l'élection au Conseil communal

Le matériel pour l'élection à la Municipalité

Ta carte de vote

Une petite enveloppe

Du matériel informatif supplémentaire



2. ÉLIRE UN CANDIDAT AU CONSEIL COMMUNAL OU MUNICIPALITÉ

Tu as reçu différents bulletins électoraux préimprimés

Bulletin compact : Mets le bulletin préimprimé Yverdon demain liste no 5 tel quel dans la petite enveloppe-

Pour la Municipalité, coche sur le bulletin reçu les candidats d'Yverdon Demain Rolland Villard et Ruben Ramchurn et mets dans la petite enveloppe



3. VÉRIFIER, SIGNER ET SCELLER LE BULLETIN DE VOTE

As-tu rempli correctement les bulletins électoraux ?

Remplis ta carte de vote et signe-la. Ce n'est que de cette façon que ton vote sera valable.

Glisse les bulletins électoraux dans la petite et ferme-la. Glisse ensuite la petite enveloppe et ta carte de vote dans la grande enveloppe. Vérifie bien que l'adresse de la commune soit lisible à travers la fenêtre depuis l'extérieur.



4. À LA POSTE ET C'EST BON, TU AS VOTÉ !

PAR CORRESPONDANCE : est-ce que l'enveloppe est déjà affranchie ? Si ce n'est pas le cas, colle un timbre dessus. Mets ton enveloppe électorale dans la boîte aux lettres la plus proche, mais fais attention à ne pas être en retard

DANS L'URNE : dépose ton enveloppe électorale personnellement dans l'urne à l'Hôtel de ville, Place Pestalozzi.

Vous pouvez faire un don à la rédaction par Twint en scannant le QR code



Impressum :

Rédaction : Roland Villard

Photos : Roland Villard